ECONOMIE MIXTE, PLURALISME, DEMOCRATIE ET SOCIALISME

André Pierre DONNEUR
Université du Québec à Montréal (UQAM)
et Université de Genève

Association internationale de science politique - Comité de recherche: Pluralisme socio-politique et Comité Central du Parti démocrate.
Symposium devoted to the Mixed Economy in East and West.
Varsovie, 31 août - 2 septembre 1989.

Dans son ouvrage Pluralism on and off Course (1982), Stanislaw EHRLICH remarque que le pluralisme "ne peut être analysé isolément de la totalité des problèmes reliés àala démocratie" (p. 245). Il est d'ailleurs caractéristique que les théoriciens classiques que Stanislaw Ehrlich cite (p. 234) comme avocats du pluralisme: Aristote, Locke, Montesquieu et Tocqueville furent tous des penseurs de la démocratie et des libertés. *

ARISTOTE (1960) rejette la théorie autoritaire de PLATON (1977), selon laquelle l'Etat devrait être gouverné par un corps scientifique de "rois-philosophes". Il constate que, là où ils règnent, "les rois n'ont pas démontré leur supériorité par rapport à leurs sujets". Il en déduit qu'il est "nécessaire que tous les citoyens doivent à tour de rôle gouverner et être gouvernés".

De même, LOCKE (1948) rejette la conception de HOBBES (1946) d'un monarque absolu comme incompatible avec la société civile. Ce pouvoir dictatorial est pire, pour lui, que "l'état de nature", puisqu'investi de la puissance de l'Etat. Locke a bien compris, ce que le XXème siècle nous a tragiquement fait vérifier: le pouvoir absolu revêtu de la majesté de l'Etat est un monstre: un Léviathan. Au contraire, pour lui, une véritable politie (société politique) ne peut être fondée que sur le consensus d'êtres humains qui ont des droits fondamentaux.

Ce sont ces droits fondamentaux que, estime MONTESQUIEU (1972), les lois doivent garantir contre le despotisme, qui est, pour lui, le "mal politique absolu" (ARON, 1967: 36). De plus,

> "pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir" (MONTESQUIEU, 1972: 173).

Il faut aussi souligner, avec Gérard BERGERON (1965: 187), "l'ap-

---

* Une première version de ce texte avait fait l'objet d'une communication lors du Congrès mondial de l'Association internationale de science politique à Paris, 20-27 juillet 1985.

port capital de Montesquieu". C'est "de nous avoir montré que pour avoir prise sur tout le politique, il faut embrasser tout le social". En effet, non content de reconnaître "l'existence des classes sociales" et de "leur conférer divers statuts" particuliers (ou "acceptionnels") de contrôle sur leurs membres (BERGERON, 1965: 181), Montesquieu est tout à fait pluraliste quant à l'organisation politique. Pour autant que les libertés soient assurées, notamment par l'exercice des fonctions de l'Etat par divers organes - la fameuse et généralement mal interprétée "séparation des pouvoirs" -, cette organisation varie selon "la nature des choses", c'est-à-dire la diversité des sociétés.

Pour TOCQUEVILLE (1980; 1952-53), les classes sociales "doivent seules occuper l'histoire" (1952-53; I: 177) et la marche de l'humanité vers l'égalité est quasi inéluctable. Refuser cette évolution, comme le fait à son époque la majorité des membres de la propre classe dont il est issu, la noblesse, est non seulement ridicule - l'ordre dont ils ont la nostalgie ne reviendra pas - mais pernicieux à un double point de vue: réactionnaires, ils minent le régime pluraliste et, se plaçant hors de celui-ci, ils n'y apportent pas certaines de leurs valeurs qui renforceraient son pluralisme. Car, pour Tocqueville, le despotisme guette les sociétés égalitaires et la préservation de la liberté, c'est-à-dire avant tout "l'absence d'arbitraire" (ARON, 1967: 227), est la tâche primordiale. Pour ce faire, comme pour Montesquieu, pour Tocqueville, il faut

> "qu'il y ait une pluralité de centres de décision, d'organes politiques et administratifs qui s'équilibrent les uns les autres" (ARON, 1967: 227).

Il faut aussi que la liberté soit ancrée dans "les moeurs et les croyances des hommes" (ARON, 1967: 233), dont une religion favorable à la démocratie et aux libertés et non réactionnaire.

L'histoire des sociétés et leurs situations présentes nous confirment que, dans les régimes non démocratiques, qu'il faut appeler - sans périphrases et détours - dictatures, le pluralisme existe, mais est toujours fragile, sujet à des poussées autoritaires, voire totalitaires. Le "socialisme autoritaire" de dictatures oligarchiques comme la Chine en est témoin.

Certains ont contesté l'existence même du pluralisme en Europe centrale et orientale. Ainsi, A. C. JANOS (1970), critiquant H. G. SKILLING (1966), considère qu'il ne peut y avoir de véritables groupes d'intérêt en Union soviétique, parce que c'est un régime autoritaire et qu'autoritarisme et pluralisme sont incompatibles. Quant à BUNCE et ECHOLS (1980), ils considèrent que la politie soviétique à l'époque de Brejnev était "corporatiste", parce que l'Etat

> "works with groups to make public policy and does not, as in the pluralist model simply act as a passive broker, mediating interest; interest groups are not the autonomous, independent actors they are in pluralism".

Notons avec Gordon SKILLING (1983) que cette assertion est "a far cry from pluralism anywhere". Pourtant, SKILLING, lui-même, est nuancé:

> "In my view, communist systems are not pluralist according to traditional standards, however varied. The presence of informal interest groups admittedly introduces a pluralist element into communist politics, but (...) does not erase the authoritarian character of such systems. In the Soviet political process, the activity of interest groups constitutes at best "a low and primitive form of pluralism"; it remains a "qualified" pluralism even in the "quasi-pluralistic" or "democratizing and pluralistic" stages of communist authoritarianism in Eastern Europe."

Les régimes autoritaires "quasi-pluralistic" sont, pour SKILLING (1983, 1970), ceux

> "in which groups, although not fully legitimate, are allowed to present distinctive views on their own initiative".

Quant aux régimes autoritaires "democratizing and pluralistic", ce sont ceux

> "in which groups are substantially independent and even institutionalized, and play a significant role in policy making, although still functioning within an authoritarian framework".

Jerry HOUGH (1979, 1977), quant à lui, qualifie la politie soviétique de l'époque Brejnev de "pluralisme institutionnel", un système qu'il situe "somewhere in between authoritarianism and classical pluralism", le pluralisme classique étant pris dans le sens de Harold LASKI (1968, 1917) et de Robert DAHL (1982). Pour HOUGH,

> "behind the monolithic façade of totalitarianism, the plural pressures of professional bureaucratic power continued to find dynamic expression".

Pour définir le même phénomène, Robert DAHL (1980), lui-même, retient le terme de "pluralisme organisationnel". Enfin, D. H. HAMMER (1979) qualifie de "pluralisme bureaucratique" la politie soviétique, où

> "the ministries and the party apparatus acting as the chief interest groups"

manifestent "different and conflicting bureaucratic interests".

Au delà des termes qui qualifient le phénomène, l'important est de constater empiriquement avec de nombreux chercheurs - et à ceux cités on pourrait ajouter avec SKILLING (1983): FURTAK (1974), LAZAREV (1971), BLACK (1982), RUBLE (1981), SOLOMON (1978), GUSTAFSON (1981), LOWENHARDT (1981), BIDDULPH (1983) et d'autres encore - que les polities d'URSS et d'Europe de l'Est et centrale ne sont pas monolithiques et possèdent des éléments de pluralisme.

Toutefois, ces éléments de pluralisme restent fragiles. Stanislaw EHRLICH (1985, 1982) montre bien les phases alternatives d'ouverture et de durcissement en Pologne. Il fait la même constatation au sujet de l'URSS: à la NEP succède le totalitarisme stalinien, puis aux 20ème et 22ème congrès du parti communiste, Khrouchtchev amorce des réformes. Notons, quant à nous, que le pluralisme limité de l'ère khrouchtchévienne a été suivi, après sa chute, d'un durcissement indéniable, mais qui a fait place aujourd'hui à un pluralisme social et politique indéniable et semi-démocratique.

En fait, ces phases alternatives reflètent les contradictions au sein des polities de l'Est entre la société civile et le parti-Etat (MARTINET, 1971). Le pluralisme peut bien se manifester par le truchement des groupes d'intérêt, mais il a des limites (EHRLICH, 1985).

Ces limites sont précisément constituées par l'autoritarisme du parti-Etat, s'il ne veut accepter une remise en cause de son contrôle. Le jeu des forces et des classes qui les sous-tendent ne peut donc s'exprimer totalement librement et démocratiquement. A l'époque de Brejnev, quand la pression de forces sociales, qui se sont incarnées dans des groupes d'intérêt - exemple Solidarité en Pologne -, devenait trop forte, le parti ne pouvait plus lâcher du lest et, pour conserver son contrôle politique sur la société, devait durcir sa position et réprimer.

Toutefois, on assiste, depuis 1986, à un processus de démocratisation au sein de l'appareil d'Etat et du parti dans trois polities de l'Europe centre-orientale: la Hongrie, la Pologne et l'URSS.

Le pluralisme ne peut donc s'épanouir pleinement que dans des régimes démocratiques. Mais même dans les régimes démocratiques actuels, il existe des tendances oligarchiques sur le plan politique, que MICHELS (1966) a très tôt décelées. De plus, de larges secteurs de la société restent largement en dehors du pluralisme et de la démocratie. Dans le secteur socio-économique, l'entreprise industrielle est généralement une dictature.

> "On the lanscape of democratic country", écrit Robert DAHL (1982), "great corporations loom like mountain principalities ruled by princes whose decisions lie beyond reach of the democratic process (...). Yet the government of a large corporation differs radically from the government of the state in a democratic country because neither in theory nor in practice are corporate gouvernments democratic."

Pourtant, comme DAHL le note encore,

> "a large firm is inherently a political system because the government of the firm exercises great power. The government of a firm can have more impact on the lives of more people than the government of many a town, city, province, state."

A ce point de vue, comme l'ont montré S. EHRLICH (1982), G. MARTINET (1971) et bien d'autres, l'entreprise yougoslave, qui a introduit des éléments importants de démocratie en son sein, est plus avancée quant au pluralisme que la plupart des entreprises des sociétés occidentales. Dans celles-ci, la démocratie industrielle reste inexistante ou limitée, bien que des éléments ont été introduits, particulièrement dans les années 70 et 80, en

Allemagne, en Suède, en Autriche et en France notamment (MARTINET, 1979, REJTO, 1980). Il n'est, d'ailleurs, pas fortuit que ce soient des gouvernements à dominante socialiste démocratique qui aient introduit de telles réformes dans l'entreprise.

De même, sur le plan culturel, si les dictatures politiques limitent très sérieusement le pluralisme, dans les démocraties, la structure souvent dictatoriale des entreprises empêche le pluralisme de s'épanouir pleinement. Ainsi, par exemple, le fait que peu de journaux soient contrôlés par leurs rédacteurs va à l'encontre à la fois de la démocratie, de la liberté d'expression et du pluralisme.

Certains politologues - Léo Hamon notamment, lors de nos travaux de Paris - et un nombre encore plus important d'économistes ont critiqué comme utopiques les tentatives de démocratie industrielle. Les déboires de l'économie yougoslave ont servi de cible à l'argumentation des détracteurs de la démocratisation des entreprises. Les décisions égoistes et particularistes des conseils ouvriers d'entreprises dans une économie aux disparités régionales étaient montées en épingle. Un argument avancé était que, même lorsque le système économico-politique yougoslave fonctionnait tant bien que mal, c'était dû au fait qu'à l'autonomie des entreprises et des conseils ouvriers se superposait un parti unique entralisé qui rétablissait, par le truchement de la sphère politique, un minimum de cohérence dans l'économie.

Les détracteurs de la démocratie économique ont aussi longtemps fait valoir l'échec de certaines coopératives ouvrières ou la transformation de coopératives en entreprises gérées selon des principes hiérarchiques et capitalistes.

Toutefois, les expériences plus prudentes de démocratisation industrielle en Allemagne fédérale et en Suède, ainsi que celles, plus limitées, de certains industriels au sein de leurs entrepri-

ses ont montré qu'il est possible de briser le régime de monarchie autoritaire et, qui plus est, de rendre même ces entreprises plus compétitives et rentables.

Comme le souligne Jorgen J. POULSEN (1988), la démocratisation économique ne peut être qu'un processus "lent". A titre de comparaison, il souligne la lenteur du processus d'égalisation des sexes - la supression des inégalités dont sont victimes les femmes - qui, pourtant, découlait intrinséquement de la démocratie politique.

Un "point tournant", selon POULSEN, de la lutte en faveur de la démocratie économique dans les démocraties capitalistes a été la lutte en Suède pour la création du Fonds des salariés. Ce fonds, qui prévoit, à partir des profits des entreprises, le transfert d'une partie de la propriété de celles-ci à leurs salariés avec une gestion sur laquelle le syndicat des travailleurs a prise, constitue, en effet, le fer de lance de la voie réformiste vers la démocratie économique.

Mais la démocratisation de l'économie implique une prise de conscience individuelle et collective des responsabilités vis-à-vis de l'économie et du renforcement des "sentiments de solidarité sociale liant les membres de la société les uns aux autres" POULSEN,1988: 9). Ces sentiments ne peuvent, toutefois, s'épanouir qu'à partir d'une situation d'égalité et d'interdépendance.

> "It is only to the extent that members of society view themselves as engaging in a common project where everybody has a right and a duty to contribute on fair terms that solidarity will form a firm basis for democratic organization." (POULSEN, 1988: 9)

Pour Poulsen, cette solidarité implique une économie de plein emploi et des salaires raisonnables. Nous pensons également que le plein emploi et une échelle des salaires comprenant des écarts restreints doit être l'objectif d'une économie démocratisée. Le modèle keynésien d'économie mixte se fixait également l'objectif du plein emploi. Mais ses instruments - consommation, taux d'intérêt, dépenses publiques - n'interviennent qu'au niveau macro-économique par le truchement des politiques gouvernementales (POULSEN, 1988: 14-15). Le modèle d'économie démocratique de marché, que propose Poulsen, prévoit un lien entre les processus de décision aux niveaux macro- et micro-économiques. Par exemple, pour décider d'un investissement, l'évaluation du projet doit être faite à la fois au niveau gouvernemental ou de l'administration centrale et au niveau de l'entreprise démocratisée. La décision finale suppose un processus d'ajustements entre les décideurs aux deux niveaux.

L'Etat, dans cette économie démocratique de marché, reste garant de la sécurité sociale, mais il joue un rôle réduit par rapport à l'Etat keynésien et, a fortiori, à l'Etat socialiste autoritaire dans la formulation de la politique économique. Il est clair que la redistribution des ressources entre les régions riches et les régions pauvres doit se faire à l'échelle nationale et même européenne et mondiale, en renforçant les institutions du système des Nations Unies (Banque mondiale, Fonds monétaire international, GATT, CNUCED). Mais la gestion de l'économie doit être décentralisée.

Cette démocratisation de l'entreprise ne doit nuire ni à la mise hors circuit des entreprises non rentables - la relocalisation des travailleurs doit intervenir, dans ce cas, selon le modèle suédois qui consacre des fonds importants au recyclage

des travailleurs - ni la libre mobilité des travailleurs d'une entreprise à l'autre.

Cette recherche des liens et différences entre économie, pluralisme, démocratie et socialisme nous parait plus féconde qu'une approche (SCHMITTER, 1974) qui confond sous le même concept de "corporatisme" des régimes aussi différents que l'Allemagne nazie et la Suède - même en nuançant entre "state corporatism" et "societal corporatism" -, en leur opposant un pluralisme imaginaire. Notons avec EHRLICH (1985) que

> "the neocorporatists in their analysis concentrate themselves on peak links of organized interest and their relations to the political decision center. But it seems obvious that below the centralized apex of their organizations there are fonctioning decentralized autonomous organizations and informal groups which can be controlled from above in a very limited way."

Et nous ferons nôtre, dans une conclusion toute provisoire, les réflexions de Max ADLER (1967) sur "la démocratie pleine et entière" et ses liens nécessaires avec l'économie, le pluralisme et le socialisme.

BIBLIOGRAPHIE

ADLER, Max (1967) — Démocratie et Conseils ouvriers, traduction, introduction et édition d'Yvon Bourdet, Paris, Maspero.

ARISTOTE (1960) — Politique, texte original, traduction et introduction de J. Aubonnet, Paris, Les Belles-Lettres.

ARON, R. (1967) — Les étapes de la pensée sociologique, Paris, Gallimard.

BERGERON, G. (1965) — Fonctionnement de l'Etat, Paris, Colin.

BLACK, C. (1982) — "Organizational Participation in Imperial Russia and the Soviet Union", Washington, American Association of the Advancement of Slavic Studies.

BIDULPH, H. L. (1983) — "Local Interst Articulation at CPSU Congress", World Politics, v. 36, octobre, p. 28-52.

BUNCE, v. et ECHOLS, J. M. (1980) — "Soviet Politics in the Brezhnev Era: "Pluralism" or "Corporatism"?", in KELLEY, D. R. (1980).

DAHL, R. A. (1980) — "Pluralism Revisited", in EHRLICH, S. et WOOTON, G. (1980).

EHRLICH, S. (1985) — "The Many Shapes of Pluralism and Uniformism and Their Limits", Paris, Congrès mondial de l'Association internationale de science politique, 20-27 juillet.

EHRLICH, S. (1982) Pluralism on and off Course, Oxford, Pergamon.

EHRLICH, S. et WOOTON, G. (1980) Three Faces of Pluralism: Political, Ethnic and Religious, Farnborough, Gower.

FEJTO, F. (1980) La social-démocratie quand même, Paris, Laffont.

FURTAK, R. K. (1974) "Interessenpluralismus in den politischen Systemen Osteuropas", Osteuropa, 24, novembre-décembre, p. 779-792.

GUSTAFSON, T. (1981) Reform in Soviet Politics: Lessons of Recent Policies on Land and Water, Cambridge, Cambridge University Press.

HAMMER, D. H. (1979) "Bureaucratic Pluralism", Moscou, Congrès mondial de l'Association internationale de science politique.

HOBBES, T. (1946) Léviathan, édition et introduction de M. O'Akeshott, Oxford, Oxford University Press.

HOUGH, J. F. (1979) How the Soviet Union is Governed, Cambridge, Harvard University Press.

HOUGH, J. F. (1977) The Soviet Union and Social Science Theory, Cambridge, Harvard University Press.

HUTINGTON, S. P. et MOORE, C.H. (1970) Authoritarian Politics in Modern Society, New York, Basic Books.

JANOS, A. C. (1970) "Group Politics in Communist Society: A Second Look at the Pluralist Model", in HUTINGTON, S. P. et MOORE, C. H. (1970), p. 437-450.

JOHNSON, C. (1970) Change in Communist Systems, Stanford, Stanford University Press.

KELLEY, D.R. (1980) Soviet Politics in the Brezhnev Era, New York, Praeger.

LASKI, H. J. (1968) Authority in the Modern State, Hamden, Archon.

LASKI, H. J. (1917) Studies in the Problem of Sovereignty, New Haven, Yale University Press.

LAZAREV, B. M. (1971) Sovetskoe gosudarstvo i pravo, no 10, Moscou.

LOCKE, J. (1948) The Second Treatise of Civil Government and a Letter Concerning with Toleration, introduction of J. W. Gough, Oxford, Blackwell.

LOWENHARDT, J. (1981) Decision Making in Soviet Politics, New York, St Martin's Press.

MARTINET, G. (1979) Sept syndicalismes, Paris, Seuil.

MARTINET, G. (1971) Les cinq communismes, Paris, Seuil.

MICHELS, R. (1966) Political Parties, traduction par E. et C. Paul et introduction de S. M. Lipset, New York, Free Press.

MONTESQUIEU (1972) L'Esprit des Lois, introduction par Ja Robert, Paris, Seghers.

PLATON (1977) La République, traduction d'E. Chambry et introduction d' A. Dieès, Paris, Denoël-Gonthier.

POULSEN, J. (1988) "Economic Democracy and the Policy of Employment", Washinton, Congrès mondial de l'Association internationale de science politique, 28 août-1er septembre.

RUBLE, B. (1981) Soviet Trade Unions: Their Development in the 1970's, Cambridge, Cambridge University Press.

SCHMITTER, P. (1974) "Still the Century of Corporatism", Review of Politics, V. 36, janvier.

SKILLING, H. G. (1983) "Interest Groups and Communist Politics Revisited", World Politics, 36, octobre. p. 1-27.

SKILLING, H. G. (1970) "Group Conflict and Political Change", in JOHNSON, C. (1970).

SKILLING, H. G. (1966) "Interest Groups and Communist Politics", World Politics, 18, avril, p. 435-451.

SOLOMON, P. (1978) Soviet Criminologists and Criminal Policy: Specialists in Policy Making, New York, Columbia University Press.

TOCQUEVILLE, A. de (1980) De la démocratie en Amérique, "Les grands thèemes", édité et introduit par J. P. Mayer, Paris, Gallimard.

TOCQUEVILLE, A. de (1952-53) L'Ancien Régime et la Révolution, édité par J. P. Mayer, introduction de G. Lefebvre, Paris, Gallimard.

EUROPEAN CONSORTIUM FOR POLITICAL RESEARCH

AGENDA

for a meeting of the ECPR Publications Committee to be held at the Grand Hotel, Rimini, on Friday, 8th April 1988 at 14.30.

1. Approval of minutes of previous meeting, Amsterdam, April 1987*
2. Sage Series
3. Comparative Western European Politics Series
4. EJPR*
5. Handbook of West European Political Data
6. Other ECPR publications*
7. Any other business

* Papers attached or to be circulated

EUROPEAN CONSORTIUM FOR POLITICAL RESEARCH

Minutes of a meeting of the ECPR Publications Committee at the University of Amsterdam on Monday 13th April, 1987 at 14.30.

Present: Professor H Daalder (Chairman)
Professor J Blondel
Professor G Freddi
Mr D Hill
Professor M Laver
Dr D McKay
Professor K Newton
Professor M Pedersen
Professor D Urwin
Professor R Wildenmann
Mme C Ysmal
Ms V Stewart

Apologies were received from Professor Solé Tura.

1. Approval of minutes of previous meeting in Gothenburg

Regarding the minute on the projected Series in Comparative Western European Politics, Profesor Daalder asked that the last paragraph be amended to indicate that the first volumes would appear during the next two years.

The minutes were then approved.

2 & 3 Sage Series

Professor Laver reported, drawing the Committee's attention to the five books which were due to be published in the current year, and a further five to which the publishers had either given a contract or made a commitment. Professor Laver said that he had spoken to 16 of the Workshop Directors at Amsterdam, and thought it likely that between two and four books would emerge from these Sessions.

Mr Hill agreed with Professor Laver that editorially, the Series was in good shape. He said both the 'women's books' published in 1986, 'The New Politics of Abortion' and 'The New Women's Movement', had been widely publicised and well received.

Mr Hill said the royalties appeared reduced for two reasons, the change in the royalty period and the deduction of sums of .300 which were paid directly to the editors.

A policy decision was taken that in future the name of the Series' editor should feature on the cover.

There was some discussion of manuscripts arising from workshops and research groups which had been submitted to other publishers and

again the consensus was that Sage should have the right of first refusal. The Committee therefore agreed that a letter should be sent to Workshop Directors to say that if they submitted their proposal by the end of May, Sage would respond by early July.

Professor Wildenmann asked if Sage were prepared to translate books from other European languages to English, and Mr Hill affirmed that this was the case.

4. Comparative Western European Politics Series

Professor Newton reported that he had a contract with Oxford University Press and a number of proposals, but as yet no individual contracts had been issued.

The Editorial Board was as suggested at the previous meeting of the Committee with the addition of Professor Hans Albert from Mannheim.

5. EJPR

Professor Pedersen drew the Committee's attention to the Editors' Report which was on the table. He said that the lower rejection rate was partly necessitated by the increased number of issues, although the number of submissions had also increased, from 48 to 105 over the last two years.

Professor Urwin pointed out that many of these were commissioned by the Editors, and agreed that there was still a shortage of good articles from Italy and France.

Dr McKay raised the question of data and review sections.

The Editors felt that a data section was still only a possibility for the future, but said they intended to commission extended review articles, although they had still not found an editor for the proposed review section.

There was further discussion on the desirability of having a data section in the Journal.

Professor Laver urged that its inclusion would enhance the Journal's attraction and agreed with Professor Daalder that the Mackie/Rose election data was seen to be one of the most useful aspects of the EJPR.

Professor Blondel however felt that the Data Information Service was better equipped to handle European-wide data, and Professor Wildenmann agreed that the Journal was not the best vehicle.

It was therefore agreed that any decision on a data section should be left to the EJPR's Editors.

The Editors were similarly authorised to negotiate with potential review editors. It was agreed that the Central Services would forward the names of likely candidates to Committee members who would be able to raise objections within a given period of time; if no opposition were forthcoming, the Editors would be free to make an appointment.

Committee members also undertook to suggest names of likely review editors to Professors Pedersen and Urwin.

Professor Daalder then turned to Journal subscriptions and Ms Stewart reported that extensive direct mail campaigns in Europe, Japan and North America had failed to generate many new subscribers.

The Chairman therefore suggested that all Committee members should seek to stimulate at least two new individual subscriptions to the EJPR.

6. Handbook of West European Political Data

Dr McKay reported that Professor Lane had compiled an impressive draft which once edited the ECPR would publish and distribute. The Executive Director suggested that he act as co-editor to edit the English, and said he would meet with Professor Lane in May to refine the draft.

Professor Daalder emphasised that it was crucial that a data handbook be reliable and recommended that independent evaluations of the data be carried out. He suggested that one such assessor might be Professor Flora.

Dr McKay thought Professor Gordon Smith should also look at the manuscript, and it was agreed that it should be evaluated by a number of academics in different countries.

7. Other ECPR Publications

Ms Stewart reported that a new, revised edition of ´Political Science in Europe´ was in print and undertook to send a copy to all Committee members. Dr McKay suggested that the Consortium might commission pieces for the News Circular, after the practice of ´Political Studies´. The Committee approved this idea.

8. Any Other Business

There being no other business, Professor Daalder thanked his colleagues and called the meeting to a close.